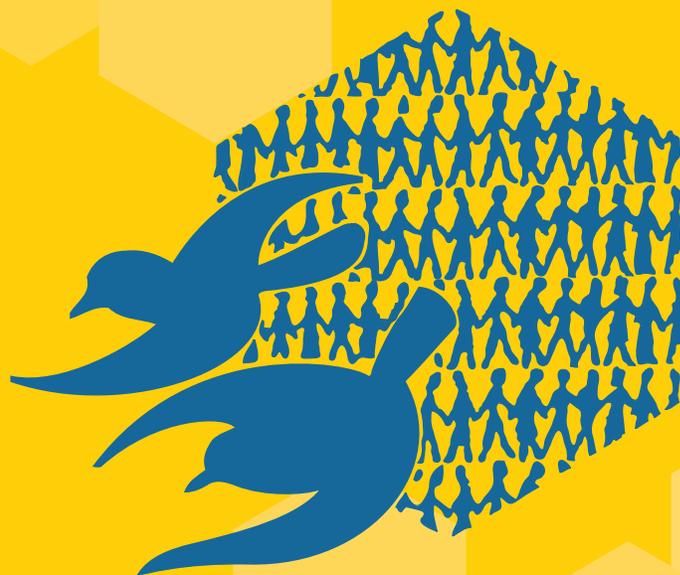


POPULATION ET TRAVAIL

Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)
<http://www.aidelf.org> – Courriel : aidelf-colloque2006@ined.fr

Travail des femmes et ethnicité en milieu rural guinéen

Aurélie GODARD et Barbara MEFFE

Doctorantes en Socio-démographie, Université Paris 5.

1. Problématique : activité des femmes, famille et ethnicité

Il est difficile d'estimer l'évolution de la pauvreté en Guinée du fait du manque de données rétrospectives. Toutefois, la Guinée est considérée par le PNUD¹ comme un des pays les plus pauvres de la planète, son IPH² la classant 174^{ème} sur 174 pays et en 2002, elle était 159^{ème} dans le classement de l'IDH³. Il est certain que la crise que connaît le pays depuis les années 1990 affecte particulièrement les ménages. Les ménages ruraux sont certes moins touchés par l'inflation qui entraîne une importante augmentation des prix, du fait de la production vivrière, production essentiellement réalisée pour assurer l'alimentation du ménage. Toutefois, ils ne sont pas tous autosuffisants et subissent particulièrement l'inflation au moment de la soudure. Le fait que le milieu rural ne soit pas autosuffisant fragilise d'autant plus le milieu urbain, car de fait les importations du milieu rural vers le milieu urbain sont limitées par la faiblesse de la production. Le pays est donc obligé d'importer des céréales ce qui fait fortement pencher la balance commerciale vers le rouge. Ceci s'explique en grande partie par son histoire politique et économique qui révèle une mauvaise gestion des ressources naturelles du pays.

Dans ce contexte économique, comme dans tout contexte de crise, le travail des femmes a pris une place toute particulière (Locoh, 1996). En effet, elles développent des activités annexes à leurs activités domestiques de manière à soutenir le ménage. Cet article a pour objectif de montrer comment ces activités, qui sont certes souvent faiblement rémunératrices, permettent aux femmes de participer au revenu du ménage, notamment dans un contexte de paupérisation accrue. Par ailleurs, le travail des femmes est fortement médiatisé par un contexte complexe où les normes et les valeurs du groupe ethnique auraient une place centrale. Nous montrerons que l'appartenance à un groupe ethnique est le facteur déterminant de l'intégration des femmes dans l'économie (figure 1).

Pour répondre à cet objectif, il faut tout d'abord montrer que le champ d'activité des femmes est à contextualiser par la place et le rôle que le groupe de pair donne aux femmes. Au sein de la famille, regroupée sous l'autorité du chef de ménage, le travail est divisé selon une double logique de division verticale (par âge) et horizontale (par sexe) (Boserup, 1983). La femme a une double fonction de productrice et de reproductrice (Cordell, Gregory, 1987). Pour comprendre l'insertion économique des femmes il faut rendre compte de l'ensemble des possibilités et contraintes qui influent sur leur action économique.

Notre article repose sur les résultats de l'enquête « Population, pauvreté et environnement » menée en 2002 et 2003 dans deux sous-préfectures de Guinée Maritime. Cette région naturelle est considérée dans son ensemble comme l'une des régions les plus riches de

¹ Plan des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

² IPH (Indicateur de la Pauvreté Humaine), cet indice prend en compte trois éléments : La longévité et la santé (probabilité à la naissance de ne pas atteindre 40 ans), l'instruction et l'accès au savoir (taux d'analphabétisme des adultes), et le niveau de vie (pourcentage de population privée d'eau potable et % d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale).

³ PNUD, 2002, *Rapport mondial sur le développement humain*. IDH (Indice de Développement Humain). Cet indice prend en compte trois dimensions : La longévité et la santé (espérance de vie), l'instruction et l'accès au savoir (taux d'analphabétisme et taux brut de scolarisation) et le niveau de vie (Production Intérieure Brut).

Guinée. Mais si certaines villes industrielles comme Kamsar offrent de bonnes qualités de vie à leurs habitants, le milieu rural est majoritairement pauvre. Les enquêtes ont porté sur deux sous-préfectures (Mankountan et Kanfarandé). Dans chaque sous-préfecture, quatre villages ont été choisis en fonction de leurs caractéristiques géographiques et plus particulièrement selon deux critères : leur degré d'enclavement et leur situation vis-à-vis de la mangrove. Les enquêtes intensives interdisciplinaires territorialisées ont pour but de collecter des données sur l'ensemble des éléments qui structurent le système social des individus. Ces enquêtes allient collectes qualitative et quantitative. Elles se déroulent en trois phases. Après un recensement des villages qui servira de base d'échantillonnage, des questionnaires individuels ont été passés à cent hommes et cent femmes par village (soit 1 600 questionnaires). Dans chacun des villages, hommes et femmes ont été interrogés sur leurs caractéristiques démographiques (nuptialité, fécondité, migration), sur leur état de santé, ainsi que sur leurs activités économiques et leur relation à l'environnement. Parallèlement à cette collecte de données quantitatives, des données qualitatives ont été obtenues grâce à des entretiens ainsi que par l'observation participante. Cette méthodologie nous permet de replacer chaque individu dans son propre système de valeur et de comprendre la place de chacun dans l'organisation sociale.

Dans toutes les ethnies étudiées les femmes sont soumises à l'autorité des hommes. Dans la famille, elles sont dans un premier temps sous la responsabilité de leur père, ou ascendant mâle si le père est absent ou décédé. Après le mariage elles passent sous l'autorité de leur mari. Les femmes appartiennent au ménage de leur mari. De ce fait, malgré les lois votées en faveur de l'égalité des sexes, elles ne reçoivent rien en héritage de leur père. En effet, dans ce contexte, « donner aux femmes le droit de s'approprier la terre équivaldrait à faire sortir une partie du patrimoine foncier du lignage » (Goislard in Locoh, Tabourie-Racape, Tichit, 1996, p.48). Les femmes ne possèdent ni la terre ni les enfants, qui appartiennent au lignage de leur père. Ce qui ne signifie pas qu'elles sont dépourvues de pouvoir. En effet, le pouvoir des femmes dans le ménage est lié au fait que la bonne organisation du ménage repose sur elles. Ce sont elles qui font l'ensemble des tâches domestiques et qui gèrent leur organisation. Sans elles, il n'y a ni repas, ni eau, ni bois, ce qui peut leur donner une possibilité de pression : il n'est pas rare de voir une femme en désaccord avec son mari lui servir une nourriture infecte. Les hommes de la famille ont tout à fait intérêt à voir la paix régner dans les ménages. Quotidiennement l'époux donne la dépense⁴ aux femmes pour qu'elles préparent notamment les repas. La structure des familles est, quelle que soit l'ethnie, élargie. Sur une même concession on peut retrouver des filiations tant verticales que collatérales. Les femmes assurent les tâches domestiques en respectant des tours. Le jour où la femme est de tour, elle doit préparer les repas pour l'ensemble de la concession et gérer la répartition des tâches domestiques. Chaque enfant aura en fonction de son âge et de son sexe une tâche particulière. La polygamie est fréquente, et elle se fait sur le mode de la co-résidence, ce qui libère les autres femmes de la concession pour quelles puissent assurer une ou plusieurs activité(s) économique(s) sur ce temps libre.

Les activités pratiquées par les ménages sont, bien que rattachées à la culture et à l'organisation économique du groupe, pratiquées sous un double jeu de contraintes géographiques et écologiques. Les villages étudiés sont dans un contexte géographique assez particulier. Le village le plus accessible est situé à une journée (au minimum) en taxi de la capitale. Au moment de l'enquête il fallait traverser un bras de mer grâce à un bac qui rendait l'accès difficile à mi-parcours. Certains de ces villages sont complètement enclavés en particulier les villages de mangroves, soit 5 villages sur les 8 étudiés. Ceci est d'autant plus accentué en saison des pluies (six mois) où les routes/pistes sont impraticables. On observe donc une saisonnalité de la vie communautaire, tant pour le calendrier agricole que pour le

⁴ Le mari donne à la femme soit une somme d'argent pour acheter les aliments nécessaires à la consommation du ménage, soit une quantité de riz suffisante.

commerce, qui sont les deux activités les plus importantes de la zone d'enquête. En période d'hivernage ont lieu les travaux agricoles et en saison sèche, quand les routes sont dégagées, les activités commerciales. Le commerce permet de répondre aux besoins monétaires auxquels les populations sont de plus en plus confrontées pour faire face à la satisfaction de leurs besoins, mêmes primaires (frais de scolarité, accès aux soins de santé, achat de denrées alimentaires notamment lors de la soudure). Cette activité en plus de s'expliquer par une histoire particulière puisque certains de ces villages étaient des comptoirs précoloniaux, est facilitée soit par la proximité d'un axe routier important reliant Conakry aux villages de la sous-préfecture de Mankountan; soit par la proximité d'une ville minière (Kamsar) accessible en pirogue de certains villages et caractérisée par une forte demande en produits locaux, notamment le riz de mangrove vendu plus cher, mais préféré des consommateurs.

On ne peut pas travailler sur l'activité des femmes sans prendre en compte ce contexte familiale. La femme dispose d'un champ d'action culturel et social où la flexibilité de ces choix est plus ou moins large. « Les femmes ne sont pas possesseurs des champs qu'elles cultivent ; elles utilisent les champs où leur mari ont des droits [...] elles ont donc une dépendance redoublée qui les séparent techniquement et socialement de leurs moyens de production et les réduit à leur force de travail [...] le travail de la femme est plus astreignant et moins socialisé (travaille seule) il est donc difficile de remettre en cause leur position et la pénibilité des tâches » (Y. Guillerrou, 1988). Il convient de restituer alors l'activité des femmes dans le système de valeurs et de représentations qui lui-même est déterminé par le contexte économique tant familial que communautaire.

L'organisation économique familiale est le reflet d'un *habitus* ethnique. Bourdieu (1970, 1980) définit la notion d'*habitus* comme « l'ensemble des dispositions inculquées, intériorisées par les individus et telles qu'ils tendent à les reproduire en les adaptant aux conditions dans lesquelles ils sont engagés ». Dans cette mesure il convient de ne pas tomber dans le piège du déterminisme culturel. La rationalité des populations est à rapprocher des valeurs et de l'idéologie que le groupe valorise, en ce sens, c'est l'*habitus* culturel du groupe qui détermine ces actions, cette approche va dans le sens des travaux de Cordell (1987). Nous avons montré par ailleurs, (Petit et Godard, 2005) que chaque ethnie a sa propre histoire, sa propre culture, sa propre organisation économique et que dans cette région, « la dimension ethnique est donc primordiale dans l'analyse des réponses à la pauvreté puisqu'elle montre que chaque ethnie a développé une niche économique ». Ainsi les ethnies développent des modèles socio-économiques particuliers déterminés en grande partie par leur culture. Dans la zone d'étude, cinq groupes ethniques se distinguent : les Soussou (19,5%), les Nalou (13,5%), les Baga (11,4%), les Peul (11,6%), et les Diakhanke (10,4%)⁵. Les Soussou, groupe minoritaire localisé essentiellement dans les chefs lieux (Victoria et Mankountan), se caractérisent par une forte population de fonctionnaires, de riziculteurs et de cultivateur d'arachide. Les Peul pour beaucoup pratiquent le commerce de produits manufacturés. Les Baga et les Nalou sont des riziculteurs. Enfin, le modèle Diakanké révèle une population dont l'économie familiale est fondée sur la culture de l'arachide (destinée à la vente), mais aussi et surtout sur les migrations. Dans cette ethnie, il est rare de compter une famille sans émigré. De nombreux hommes ont migré vers l'Europe d'où ils envoient de l'argent qui est réintégré par la famille dans l'économie communautaire.

Dans la mesure où certaines ethnies pratiquent clairement une économie familiale tournée vers l'autosubsistance, et d'autres une économie monétarisée, ces niches économiques ont de profondes conséquences sur la dynamique communautaire de l'économie. Les ethnies dont la riziculture est l'activité principale rencontrent bien des difficultés. Le manque d'argent ainsi

⁵ Il s'agit de la répartition ethnique des personnes recensées. 9,1% des personnes recensées appartiennent à des ethnies que nous avons classé « autres ».

que la non implication nationale dans le développement agricole contraignent en général ces ethnies à travailler selon des modes de culture ancestraux, elles n'ont pas accès aux moyens modernes de productions (absence de charrue, d'engrais...). Par ailleurs, l'absence d'aménagement des plaines, la saisonnalité de la riziculture accentuent les faibles rendements, qui entraînent ces familles dans un cercle vicieux de pauvreté. « Chaque période de soudure est synonyme d'insuffisance alimentaire et pour pouvoir subvenir à leurs besoins primaires (nourriture, santé) les paysans contractent des emprunts informels qui les mettent dans une situation d'endettement. Cette dernière ne pourra se résorber qu'après la récolte [...] La partie qu'ils conservent n'étant pas suffisante jusqu'à la prochaine récolte pour subvenir à leurs besoins alimentaires journaliers, il survient à nouveau une période d'insuffisance alimentaire, début d'un nouveau cycle » (POPINTER, 2001, p. 21). C'est le cas des Baga et des Nalou essentiellement qui s'endettent auprès des Peul et Diakanké, deux ethnies qui ont développé des activités sources de revenus monétaires. Ces deux dernières sont alors dans un cycle d'enrichissement. Les revenus issus des activités économiques contribuent soit à leur enrichissement personnel, l'ensemble des revenus sert alors à des achats ostentatoires, soit à aider la famille à subvenir aux besoins primaires (nourriture, santé, éducation). Il est important de comprendre cette logique communautaire pour mieux appréhender l'activité des femmes, car les femmes, dans un tel contexte économique sont, pour certaines, contraintes de s'investir dans la vie économique de leur famille, les autres peuvent disposer de leurs revenus pour des dépenses personnelles.

2. L'activité des femmes

Un des objectifs de l'enquête était d'estimer le niveau de vie des populations. Pour cela ont été collectées des données concernant le logement, les biens de consommation possédés par le ménage et les activités économiques pratiquées par les individus. Est définie comme activité économique une activité qui procure un revenu (en argent ou en nature) aussi minime soit-il. Ainsi, pour une femme, le travail agricole qu'elle fournit sur un champ personnel est considéré comme une activité économique, mais pas le travail qu'elle fournit sur le champ de son mari car alors le revenu ne lui revient pas. Utiliser le critère du revenu pour définir l'activité économique revient à éliminer l'activité domestique de l'analyse quantitative. Comme les travaux domestiques n'apportent aucun revenu, ils n'ont pas été pris en compte dans les questionnaires. Toutes les activités économiques pratiquées au cours des douze derniers mois ont été relevées. Pour chaque activité des questions concernant le volume horaire hebdomadaire consacré à l'activité, le revenu, et l'utilisation du revenu ont été posées. Prendre en compte les activités de l'année passée, c'est-à-dire les activités habituelles comme elles sont nommées dans les enquêtes nationales permet d'éviter l'écueil de la saisonnalité des activités. En effet, dans les zones rurales, les activités dépendent énormément des saisons. Ne prendre en compte que l'activité actuelle revient à éliminer toutes les activités qui ont pu apporter un revenu par le passé. De plus, cela sous-estimerait le nombre d'activités économiques pratiquées par les individus car les enquêtes ont été réalisées le plus souvent pendant les périodes « creuses », autrement dit les périodes non agricoles afin qu'hommes et femmes puissent être plus disponibles pour répondre aux enquêteurs. Grâce aux entretiens, un calendrier décrivant la saisonnalité des activités a été établi. Les entretiens et l'observation nous ont permis de connaître l'organisation des travaux domestiques dans les familles. Ces données qualitatives sont particulièrement utiles dans l'analyse de l'organisation économique des femmes. Comme le note Catherine Coquery-Vidrovitch (1994, p.7), « les femmes d'Afrique ont au moins un point commun : elles n'ont pas le temps. Elles ont beaucoup moins de temps que les hommes ». Ce manque de temps s'explique tout particulièrement par l'importance du volume horaire des activités domestiques. Même si nous ne pouvons pas la quantifier, cette donnée doit être prise en compte car l'activité domestique est un frein à l'activité économique des femmes.

Les données concernant les activités économiques ayant été recueillies au moment des questionnaires individuels, nous ne disposons pas des données économiques pour l'ensemble des membres du ménage. Tous les membres d'un même ménage n'ont pas été enquêtés. Pourtant, on ne peut pas travailler sur l'activité des femmes sans prendre en compte son contexte familial. Il est alors nécessaire d'utiliser les données qualitatives pour repenser les données économiques individuelles au niveau méso, autrement dit au niveau de la famille. La femme dispose d'un champ d'action culturel et social où la flexibilité de ses choix est plus ou moins large. Les ménages ruraux guinéens ont ce que l'on nomme une économie domestique ou économie familiale. Ce sont les membres du ménage qui sont producteurs, ils ne sont pour cette activité nullement rémunérés. Tout ce dont a besoin le ménage est produit en son sein. L'économie domestique est donc souvent associée à une économie d'autosubsistance. L'unité domestique remplit alors deux fonctions : la production et la reproduction. La femme est à la fois une productrice et une reproductrice. Mais en tant que productrice, la femme est contrainte par le groupe familial qui lui attribue une place relative à son statut de mère, de reproductrice. Le contrôle de la fécondité des femmes qui fonde la domination masculine passe par le contrôle de la sexualité des femmes (Héritier, 1996). Pour exercer ce contrôle, les familles limitent les possibilités migratoires des femmes ce qui entraîne la déscolarisation des filles – seules 15% des filles âgées de 5 à 19 ans sont scolarisées contre 25% des garçons, mais aussi un contrôle des déplacements des femmes entre les zones commerçantes ce qui limite leurs possibilités commerciales.

3. Des modalités ethniques :

L'économie domestique doit être considérée à l'intérieur de chaque groupe ethnique car selon notre hypothèse les normes du groupe ethnique influent sur l'organisation économique des ménages. Nous ne reviendrons pas ici dans le détail des discussions concernant le concept d'ethnie. Selon les auteurs, la notion d'ethnie renvoie à la langue parlée (Breton, 1981) ou au système culturel (Taylor, 1871, cité par Cuhe, 1996). Dans l'enquête dont sont tirées nos données, la classification par groupe ethnique se fait de manière déclarative. Ce n'est pas l'enquêteur qui classe l'individu en fonction de critères préalablement définis comme la langue parlée par exemple, mais l'enquêté qui se considère comme appartenant à tel ou tel groupe ethnique. Il s'agit donc, comme le souligne Barth (1995) d'un critère de différenciation autant que d'appartenance. Un individu va se considérer comme membre d'une ethnie non seulement parce qu'il se reconnaît dans les particularités de ce groupe, mais aussi parce qu'il se différencie des particularités des autres groupes. Pour les personnes enquêtées, se déclarer comme appartenant à une ethnie a une signification bien réelle qui résiste aux débats épistémologiques.

Notre analyse se fera donc en considérant la variable ethnie de la femme. Mais comme nous l'avons vu, une femme mariée vit dans le ménage de son mari. Ainsi si elle épouse un homme d'une autre ethnie, elle devra se plier à une organisation ethnique différente et l'analyse selon sa propre ethnie ne tient pas. Toutefois, nous pouvons balayer cette objection car plus de 80% des femmes interrogées sont mariées avec des hommes de la même ethnie, ainsi l'ethnie de la femme est en grande majorité représentative du groupe ethnique dans lequel elle vit.

Baga et Nalou : femmes productrices et reproductrices

La culture du riz structure la vie sociale de ces deux ethnies d'où le rapprochement que nous avons fait. Dans son livre *Voyage à Tombouctou*, publié en 1827, René Caillé disait à propos des Baga que « leur principale récolte est le riz », par ailleurs au cours des entretiens il n'était pas rare d'entendre « tu n'as pas mangé si tu n'as pas mangé le riz ». Les deux préfectures étudiées se situent toutes deux sur le Rio Nunez ce qui permet une culture irriguée

et donc la riziculture tant de plaine que de mangrove. Cette activité est une activité familiale et les tâches sont divisées par sexe et âge. Les hommes en ont la responsabilité. En pratique ils effectuent surtout les tâches difficiles telles que le défrichage, le labour des terres, et la récolte. Les femmes ont en charge le repiquage, le désherbage, la récolte, le transport, le battage, le pillage et le vannage du riz. Elles ont donc une place centrale dans l'organisation agricole. Les enfants aussi sont responsabilisés dans les travaux agricoles. Ils surveillent les champs pour chasser les oiseaux et les rongeurs. Les plus âgés transportent le riz, battent et vannent le riz.

Si l'agriculture a pu offrir à ces ethnies un niveau de vie intéressant avant et pendant la colonisation puisque les principales exportations de la Guinée étaient agricoles, aujourd'hui, elle relève essentiellement de la subsistance. Les Baga et les Nalou ne sont pas autosuffisants et l'endettement auquel ils doivent recourir en période de soudure pèse particulièrement sur les budgets des ménages. La soudure suffit à faire entrer ces ethnies dans un cycle de paupérisation entretenu par les taux usuraires importants pratiqués par les Diakhanké et les Peul. Dès lors, les femmes ont un réel rôle de « productrice », leurs activités sont indispensables à la survie de la famille. Ainsi, l'ensemble des membres de la famille est mis à contribution pour participer aux besoins alimentaires. Les hommes ont pour activité principal le riz (plus de 90%), or, bien des postes du budget nécessitent des revenus monétaires. En raison du cercle vicieux dans lequel sont pris les hommes, le peu d'argent qu'ils parviennent à obtenir avec notamment la vente d'une partie de la récolte ne servira au mieux qu'à faire face à l'endettement dont ils sont victimes. Cette vente d'une partie de la récolte, déjà insuffisante en termes de revenus accentue et allonge la période de soudure. Les familles Baga et Nalou sont des familles étendues (12,1 personnes par ménage), ce qui favorise le recrutement d'une main d'œuvre nécessaire au travail agricole. Ce nombre important de personnes par ménage s'explique d'une part par la prédominance des mariages polygames (53,6% des femmes s'inscrivent dans une union polygame) ; d'autre part par une descendance finale importante 6,7 enfants par femmes, qui elle-même renvoie à une absence de recours à la contraception et un âge au mariage jeune proche de 17 ans. Le seul déterminant du contrôle des naissances est l'allaitement qui dure au moins 12 mois et qui peut s'étendre jusqu'à 36 mois. Durant cette période les couples sont sous l'emprise du tabou de lactation qui interdit les relations sexuelles pendant toute la période de l'allaitement. Ce tabou se fonde sur un constat : « le sperme gâte le lait ». En effet, une femme qui devient enceinte alors qu'elle allaite perd sous l'effet de changements hormonaux la possibilité d'allaiter. Le nourrisson a alors un risque de décès accru car il existe peu de nourriture de remplacement. Les femmes Baga et Nalou vivent toujours sous l'emprise de l'adage qui veut qu'être une bonne épouse revient à être une femme féconde qui remplit son devoir de reproductrice. Elles doivent assurer le renouvellement du lignage, mais aussi assurer une main d'œuvre à la famille.

ACTIVITÉ PRINCIPALE (%) ET NOMBRE MOYEN D'ACTIVITÉ DES FEMMES BAGA/NALOU

Riziculture	74,88
Arachide	7,73
Agriculture (autre)	0,48
Commerce	4,83
Artisanat	9,66
Pêche	1,93
Autre	0,48
Total	100,00
Effectif total	260
Nombre moyen	2,8

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES FEMMES BAGA/NALOU

Descendance finale	6,7
Âge au premier mariage	17,8

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

Dans ces ethnies, les femmes participent activement à la vie économique de la famille. Elles répondent aux besoins économiques auxquels les hommes seuls ne peuvent faire face. De fait, on observe seulement 9% de femmes inactives. Par ailleurs, elles multiplient les activités (3 en moyenne) afin d'accroître les revenus d'une part, mais aussi dans l'objectif de diversifier les formes du revenu (en nature, en argent). Toutefois, l'activité principale reste le riz : 74,8% d'entre elles pratiquent la riziculture comme activité principale dont 90,3% est reversé aux besoins alimentaires de la famille. Les femmes pratiquent cette activité vivrière car elles savent que la récolte du mari ne suffira pas à répondre aux besoins de la famille toute l'année. Aussi leur récolte est-elle nécessaire en période de soudure. En réalité, elles couvrent une période bien plus longue en raison du cercle vicieux de pauvreté dans lequel s'inscrivent ces familles. En effet, généralement pour le repas quotidien le mari contribue en nature en apportant le riz ; les femmes ont à leur charge l'achat des condiments pour les repas (dépense monétaire). Mais, la réalité est tout autre, les femmes en plus d'acheter les condiments augmentent la ration de riz donnée par le mari qui est insuffisante à l'alimentation de l'ensemble de la concession. Bien qu'elles cultivent des terres dont la surface est plus petite et beaucoup moins fertiles, elles sont contraintes pour la survie alimentaire de la famille de continuer cette pratique à des fins non commerciales.

Par ailleurs, elles multiplient les activités qui sont malheureusement faiblement rémunératrices car pour développer des activités à fort revenu, il faut posséder un capital de départ. Ces femmes ne peuvent disposer d'un capital du fait de la situation économique des familles. Leur épargne, quand elle est possible (51,4 %), sert avant tout à répondre à une éventuelle urgence (problèmes de santé notamment). En parallèle de leurs activités agricoles, les femmes pratiquent la pêche et le maraîchage afin de répondre aux besoins alimentaires. Elles commercialisent peu les denrées qui peuvent servir pour la famille, tel que le riz. Toutefois, elles sont tenues de produire des activités sources de revenus monétaires. Elles destinent donc une part de leur production à la vente ponctuelle à l'occasion du marché hebdomadaire. Il s'agit là, de la vente de quelques produits dont le but est surtout de mettre à disposition des autres femmes les produits dont elles ont besoin et vice et versa, une femme qui pêche va vendre un peu de poisson qui servira à une femme qui au lieu de se consacrer à la pêche préfère le maraîchage et qui vendra des légumes nécessaires à la sauce. De fait, les femmes sont au cœur de l'organisation familiale afin de pallier les contraintes de l'économie communautaire dont sont victimes ses familles. La femme Baga et Nalou est au cœur de la survie des ménages.

Outre l'alimentation, et du fait des faibles revenus monétaires des hommes, les femmes participent à tous les postes du budget : 60% des femmes ont des dépenses de santé, 76,2% ont des dépenses liées à l'habillement, 66% de frais de scolarité etc. Leur activité économique s'inscrit clairement dans la cadre familiale. Les femmes travaillent au profit de la famille. L'objectif principal est de répondre aux besoins de la famille dans son ensemble : nourrir, soigner, vêtir, éduquer. Loin de laisser le mari assumer ces fonctions, elles le secondent, le soutiennent. Pour autant elles laissent l'homme assumer son rôle de chef de ménage. Malgré la place importante qu'elles ont dans l'économie familiale, il n'y a pas de remise en cause directe de la place de l'homme. Les femmes ont donc une place non négligeable dans l'organisation économique de la famille ce qui peut s'expliquer de deux manières. Premièrement, les ménages baga et nalou sont dans une situation économique précaire. Les hommes enfermés dans leur

statut social de producteur limitent leurs champs d'activités à l'agriculture, tandis que les femmes développent plus facilement des activités commerciales, permettant un revenu monétaire. De plus, ces ethnies reconnaissent aux femmes une place dans l'organisation « politique » du groupe ethnique due au pouvoir de sorcellerie qui leur est attribué. Il existe des associations de femmes au même titre que les associations d'hommes. Elles sont présentes dans la vie sociale. En cas de conflits entre l'ethnie et les autorités locales, ce sont souvent les femmes qui montent au créneau. Par exemple, alors que la transhumance des bœufs, possédés par les Peuls, avaient saccagé les cultures, les femmes baga ont appelé les autorités locales à réagir.

Aussi, la place économique de la femme ne peut-elle exister que s'il y a une reconnaissance sociale.

Soussou : une activité complémentaire au revenu du mari

Dans les ménages soussou, l'homme est sensé subvenir à l'ensemble des besoins du ménage. Cela explique que 84% des hommes pratiquent l'agriculture. Dans le contexte de pauvreté dans lequel vivent les populations rurales des sous-préfectures étudiées, la riziculture est une activité particulièrement importante car elle permet aux ménages d'assurer totalement ou du moins partiellement leurs besoins alimentaires. Après le groupe ethnique des Baga et des Nalou, les Soussou sont ceux qui déclarent le plus la riziculture comme l'activité principale (49% pour les hommes et 52% pour les femmes). Les femmes apportent un complément au budget du ménage si leur mari n'a pas de revenus suffisants. Dès que cela est possible, c'est-à-dire dès que leur époux a suffisamment de ressources pour subvenir à l'ensemble des besoins de la famille, elles limitent leurs activités et leur participation au budget familial. Ainsi, 22% des femmes soussou sont inactives. L'organisation économique des Soussou repose sur l'homme, les activités des femmes viennent éventuellement en complément. La femme est surtout valorisée dans son rôle de reproductrice. Les femmes ne travaillent que pour répondre à ces besoins personnels quand la famille est riche. Toutefois, dans les familles soussou les plus pauvres, les activités des femmes à l'image des femmes Baga et Nalou sont très importantes pour l'équilibre économique de la famille.

ACTIVITÉ PRINCIPALE (%) ET NOMBRE MOYEN D'ACTIVITÉ DES FEMMES SOUSSOU

Riziculture	52,04
Arachide	5,10
Agriculture (autre)	2,04
Commerce	16,33
Artisanat	10,20
Pêche	14,29
Autre	0
Total	100,00
Effectif total	138
Nombre moyen	2,5

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES FEMMES SOUSSOU

Descendance finale	7,6
Âge au premier mariage	17,1

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

Il existe donc deux types d'organisation économique dans les ménages soussou. La première se caractérise par des hommes qui ont des activités leur apportant d'importants revenus monétaires. Ils peuvent être soit fonctionnaires, soit commerçants ou artisans. Les revenus de ces activités leur permettent de subvenir à l'ensemble des besoins de la famille. Alors, la femme ne travaille peu ou pas. Celles qui ont des activités, ont des activités génératrices de revenus monétaires qu'elles utilisent à des fins personnelles. Les femmes soussou sont avec les femmes peul celles qui accordent le plus d'importance aux activités génératrices de revenus monétaires : le commerce (16,3% des femmes actives la considère comme leur activité principale), l'artisanat (10,2%) et la pêche (14,3%). La pêche est considérée comme une activité génératrice de revenu car le poisson pêché est le plus souvent vendu après avoir été fumé pour une meilleure conservation. D'ailleurs, 64% des femmes qui déclarent la pêche comme activité principale expliquent qu'elles choisissent cette activité car il s'agit d'une activité lucrative. Du fait de la séparation des budgets au sein des couples, l'argent que les femmes gagnent au sein de leurs activités leur est personnel. Au sein du ménage, les dépenses liées à la subsistance, ainsi que celle liée à l'éducation et au soin des enfants sont à la charge du mari. Les femmes soussou sont celles qui au cours des douze derniers mois ont eu le moins de dépenses liées à la santé (46,5%) et à la scolarisation (34,5%). Mais les hommes sont aussi sensés prendre en charge les dépenses ostentatoire tels que les vêtements lors des cérémonies. Ainsi les femmes soussou sont celles qui ont le moins de dépenses vestimentaires. Moins de 70% des femmes ont déclaré des dépenses vestimentaires au cours des douze derniers mois, alors que toutes les autres ethnies sont à plus de 70%.

Dans le deuxième type d'organisation économique, les hommes ont des activités moins rémunératrices telles que la riziculture. Les femmes ont alors des activités dont le revenu sera utilisé à des fins familiales. D'ailleurs, elles pratiquent pour l'essentielle la riziculture, 52% des femmes actives la déclare comme activité principale et dont le revenu est utilisé à 92% pour la subsistance de la famille. Par ailleurs, comme les Baga et Nalou elles multiplient les activités, et cherchent à multiplier les formes du revenu (en argent, en nature). La femme peut utiliser son revenu de deux manières : soit elle augmente chaque jour la ration qui lui est allouée par le mari pour préparer les repas de la famille, soit elle stocke sa récolte et l'utilise en période de soudure. Mais la femme peut aussi utiliser ses revenus monétaires à des fins familiales. 75% des femmes soussou ont des dépenses liées à l'alimentation. Il s'agit essentiellement de petites dépenses permettant d'augmenter quotidiennement la dépense allouée par les maris.

Les femmes soussou ont donc des dépenses familiales du fait du contexte de pauvreté dans lequel vivent leurs ménages. Mais quand cela est possible, elles ne participent pas au budget du ménage.

Peul : un enrichissement par le commerce

Les deux activités traditionnellement associées aux Peul, commerce et l'élevage, gardent une place importante dans le Fouta Djallon, mais moins sur les côtes. Dans les villages étudiés, l'activité économique considérée comme principale reste l'agriculture (61% des hommes), ce qui est lié à la pauvreté de la zone. L'agriculture permet en effet d'assurer la subsistance du groupe. Toutefois, le commerce et l'élevage restent importants dans l'économie de ce groupe ethnique. Seuls 38% des hommes considèrent la riziculture comme leur activité principale contre 49% chez les Soussou et 74% chez les Baga et les Nalou. Les autres cultures sont l'arachide (16%) et les plantations tels que le manioc, les fruits (6,8%). Il s'agit donc de cultures qui ne sont autoconsommées que pour une faible partie, et qui sont essentiellement destinées à la vente. Environ 40% des hommes peul déclarent comme activité principale des activités lucratives (agriculture de rente, commerce et artisanat). L'élevage, activité traditionnelle, n'est considéré comme principal que par 6,8% des hommes, ce qui peut s'expliquer par la faible importance du commerce de bétail dans la zone d'étude, les grands troupeaux se trouvant essentiellement au Fouta Djallon, cœur de l'ancien

royaume peul. Dans les zones d'étude, l'élevage apparaît surtout comme une sorte d'investissement, d'épargne. On achète un animal que l'on revendra plus tard. Pour les familles les plus pauvres l'animal sera éventuellement revendu si survient un besoin d'argent, par exemple pour répondre à un problème de santé...

Les ménages peul sont dans une logique d'enrichissement. Ils se rapprochent d'une économie plus capitaliste. Dans cette mesure, les individus ont des revenus monétaires qu'ils réinvestissent dans des activités économiques génératrices de revenus. Les Peul pratiquent notamment l'usure à des taux élevés (souvent proches de 100%). Ils ont une logique domestique plus individualiste, ce qui se traduit notamment dans le type de construction de l'habitat. En effet, chaque concession est entourée de barrières. Celles-ci ont officiellement pour but de protéger les habitations des dépravations animales. Toutefois le fait que l'élevage soit une activité peu répandue dans les villages étudiés permet de mettre en doute cette allégation. Il s'agit plutôt d'une recherche d'autonomie de la part des groupes domestiques vis-à-vis du groupe communautaire, d'autant plus qu'ils vivent dans des villages qui ne sont pas régis par leurs propres règles ethniques.

Les filles sont moins scolarisées que les garçons (64% des enfants âgés de 5-19 ans scolarisés sont des garçons). Elles sont mariées jeunes : 16,8 ans en moyenne. Un homme nous expliquait qu'il était difficile de trouver un mari à une fille qui avait été scolarisée d'une part parce que l'âge des femmes au mariage serait alors plus tardif, ce qui n'est pas souhaité par les hommes et d'autre part parce que la majorité des hommes n'avaient jamais été scolarisés et ne désirent pas épouser une femme qui est plus instruite qu'eux. Cette moindre scolarisation des filles est à rapprocher de la place qui est attribuée aux femmes dans ce groupe ethnique. Islamisés de longue date, les Peul suivent les préceptes islamiques qui attribuent aux femmes une place uniquement dans la sphère domestique. Les femmes ne participent pas à la vie publique, leur rôle se résumant à leurs activités domestiques. Pourtant, les femmes ont détourné les interdictions qui sont censées limiter leurs activités non domestiques et 79,3% des femmes peul ont au moins une activité économique.

Les femmes peul ont essentiellement des activités économiques génératrices de revenus monétaires. Seules 31,5% d'entre elles considèrent la riziculture comme leur activité principale. Les ménages peul disposant de revenu monétaire peuvent assurer l'achat de riz pendant la période de la soudure et ne dépendent donc pas de la récolte des femmes. En outre, les ménages peul sont les ménages installés le plus récemment dans la zone d'étude. Les chefs de ménage peul sont 66% à être nés dans le village où ils ont été enquêtés contre 72,5% pour les Soussou, 84,3% pour les Nalou et 92,1% pour les Diakhanké. Il est possible qu'ils aient plus difficilement que les autres accès à la terre. Si les surfaces qui leur sont allouées sont moins grandes que celles des autres ethnies, les champs des femmes ont sans doute été les premiers à être sacrifiés au profit des champs des hommes censés assurer une partie plus importante de l'alimentation du ménage.

ACTIVITÉ PRINCIPALE ET NOMBRE MOYEN D'ACTIVITÉ DES FEMMES PEUL

Riziculture	31,48
Arachide	29,63
Agriculture (autre)	1,85
Commerce	20,37
Artisanat	12,96
Pêche	0,00
Autre	3,70
Total	100,00
Effectif total	108
Nombre moyen	2,5

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES FEMMES PEUL

Descendance finale	6,6
Âge au premier mariage	16,7

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

Parallèlement à la riziculture, la culture de l'arachide (29,6%), culture de rente, le commerce (20,4%) et l'artisanat (13%) sont les autres activités déclarées comme principales. Toutes ses activités ont un lien plus ou moins direct avec le commerce. En effet, l'arachide est cultivée dans le but de vendre la récolte, et les produits artisanaux sont fabriqués pour être vendus. Il peut s'agir soit de vente directe sur le marché du village, soit d'une vente dans les villes les plus proches, en particulier Kamsar. Peu de femmes se déplacent jusqu'à la ville. En raison du contrôle social qui pèse sur elles il est difficile pour les femmes d'effectuer des allers-retours en ville. Cela n'est possible que lorsqu'elles ont de la famille susceptible de les accueillir. Il peut s'agir alors soit de leur famille, soit de celle de leur mari. Le plus souvent, les femmes déposent leurs marchandises au port ou aux carrefours des routes. Les commerçants sont chargés de vendre leurs marchandises (ou de le faire parvenir à la famille) et de leur apporter le bénéfice. Ce commerce indirect pénalise ces commerçantes. En effet, ce sont le plus souvent les hommes qui gèrent le commerce en ville et elles doivent payer une commission pour la vente de leur marchandise. Elles n'ont de plus aucun contrôle sur le prix de vente de leurs marchandises. Ce sont donc les hommes qui dirigent le marché. Les femmes peul interviennent peu dans le budget du ménage à proprement dit. Les maris sont sensés prendre en charge l'ensemble des besoins des enfants. Ainsi, les femmes ne sont que 35% à avoir déclaré des dépenses liées à l'éducation au cours des douze mois ayant précédés l'enquête. Elles font des dépenses plutôt personnelles, car le groupe ethnique est riche. 60% des femmes peul ont épargné de l'argent au cours des douze mois ayant précédé l'enquête. Contrairement aux autres ethnies où cet épargne sert essentiellement à pallier les problèmes qui peuvent être liés à un souci de santé ou à des problèmes environnementaux ayant entraîné une mauvaise récolte, les femmes peul épargnent pour réinvestir dans de nouvelles activités. Il s'agit d'une capitalisation de l'argent qui s'inscrit dans la logique économique de cette ethnie.

Si la religion musulmane comme nous l'avons déjà dit laisse peu de place aux femmes dans la sphère économiques, elles ont su composer avec ces principes. Comme elles travaillent peu à l'extérieur du cadre domestique, elles ont gardé leurs activités considérant que cela n'allait pas contre les principes de l'islam qui veulent que les femmes restent dans le domaine domestique. Elles ont ainsi intégré leurs activités économiques à leurs activités domestiques ce qui a souvent entraîné une confusion entre activités domestiques et activités économiques. L'activité économique des femmes n'est pas reconnue, car elle se place dans l'organisation sociale qui est culturellement limitée par la vie domestique. Il existe chez les Peul un conflit entre les principes religieux et l'organisation économique. Alors qu'une femme musulmane est sensée être inactive, une femme peul a une place non négligeable dans le processus d'enrichissement des ménages. L'ethnie peul par sa culture et son histoire a développé une organisation économique dont l'enrichissement est le but recherché. Il s'agit non pas de s'enrichir pour exposer ses richesses par des dépenses ostentatoires mais pour pouvoir réinvestir dans de nouvelles activités. De ce fait, la femme acquiert une marge de liberté non négligeable liée à la recherche d'enrichissement du groupe domestique. Toutefois, cette place n'est pas reconnue par les hommes, pour le comprendre il a fallu dépasser le discours masculin afin de rendre compte de la réelle implication des femmes dans sa participation à l'économie de la famille.

Les femmes diakhanké victimes d'un fort contrôle social

ACTIVITÉ PRINCIPALE (%) ET NOMBRE MOYEN D'ACTIVITÉ DES FEMMES *DIAKHANKÉ*

Riziculture	42,22
Arachide	37,78
Agriculture (autre)	2,22
Commerce	13,33
Artisanat	0,00
Pêche	0,00
Autre	4,44
Total	100,00
Effectif total	86
Nombre moyen	2,4

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES FEMMES *DIAKHANKÉ*

Descendance finale	5,8
Âge au premier mariage	16,8

Sources : Popinter/DNS, 2002-2003

Les Diakhanké pratiquent le commerce grâce à une économie du religieux qui leur a apporté des revenus monétaires importants. En effet, cette ethnie a été islamisée très tôt, leurs *karamoko*⁶ sont très réputés et fortunés. Ils reçoivent d'une part, de l'argent des élèves à qui ils enseignent le Coran, mais aussi des patients qu'ils soignent. Ils sont connus pour des soins rares mais socialement importants telle que la stérilité. De ce fait, leurs soins sont très chers, pouvant atteindre 200 000 FG⁷. Cette économie, fortement génératrice de revenus monétaire, leur a permis d'investir sur l'émigration vers les pays européens ou l'Amérique du nord pourvoyeuse de forts revenus. Ce sont essentiellement des hommes qui migrent. L'ensemble des membres de la famille contribuent au financement de leur départ. Il y a une réelle concertation. À l'étranger, le migrant acceptera un travail même peu valorisant, et ne nécessitant aucune instruction, dans la mesure où ils n'ont été que très faiblement scolarisés. Ce dernier, même peu rémunéré dans son pays d'accueil consacrer une large partie de son salaire au transfert vers la famille restée au village. Même si cette somme semble dérisoire en occident, elle permettra de faire vivre toute la famille, par exemple si 100 euros seulement reviennent au village cela représente 400 000 FG soit l'équivalent de deux mois de salaires de fonctionnaires bien rémunérés. Dès lors, cette ethnie n'est pas dans une situation d'urgence alimentaire, l'argent issu des *karamoko* et de l'émigration leur permet de faire trois repas par jour et de ne pas subir la période de soudure. Par ailleurs, cette rentrée d'argent leur permet d'investir leurs forces de travail sur des activités agricoles telles que l'arachide qu'ils vendent. 67,1 % des hommes interrogés pratiquent cette culture comme activité principale. Enfin, en raison de cette solidité économique, les Diakhanké vont comme les peuls pouvoir répondre aux besoins des ethnies les plus pauvres en leur prêtant de l'argent au moment où elles ont le plus besoins (soudure). Dans la mesure où le système bancaire est absent, que les villageois dans le besoin

⁶ Karamoko terme peul signifiant maître d'école coranique.

⁷ 1 euros = 4000 FG en 2004, à titre d'exemple le salaire moyen d'un instituteur est 175 000 FG.

n'apportent aucune garantie, les deux ethnies les plus riches (Diakhanké et Peul) sont dans une situation de force qui leurs permet de pratiquer des taux d'intérêt élevé (100%).

Dans cette société, les femmes n'ont aucun pouvoir. Les hommes décident de tous les choix économiques et culturels au sein des familles. La femme n'est détentrice d'aucune symbolique, d'aucun pouvoir. Enfants, elles consacrent beaucoup de temps aux activités domestiques (recherche du bois, de l'eau...), d'autant plus qu'elles ne sont que très faiblement scolarisées (seulement 9,1% des filles 5-19 ans sont actuellement scolarisées). Le village où est localisé la majorité des Diakhanké est le seul où l'enseignement scolaire ne se rapproche pas des directives nationales, l'enseignant est payé par les parents et est soumis à un contrôle social fort. Dans les esprits, l'école n'apporte rien tant aux savoir faire de l'agriculture, qu'aux connaissances des valeurs de l'Islam, ou à l'émigration qui sont les trois sources d'enrichissement des Diakhankés. Les femmes cumulent activités domestiques et activités économiques. Leurs activités économiques sont essentiellement à l'image des activités économiques de la famille. L'objectif de ces activités est de renforcer la position économique dans laquelle s'inscrivent les familles. Ces femmes socialement contrôlées sont très peu valorisées au travers de leurs activités, qui peuvent être le signe précurseur d'une forme d'émancipation peu souhaitée par les hommes de cette ethnie. Leurs activités économiques ne sont tolérées que dans la mesure où elles s'effectuent dans la famille, qu'elles permettent d'enrichir le ménage, ou de satisfaire les besoins ostentatoires des femmes, notamment pour les fêtes religieuses (boubou prestigieux etc.). Elles ont surtout des activités sources de revenus monétaires, activités à des fins lucratives. 51,1% des femmes pratiquent la culture de l'arachide (37,78%) et le petit commerce (13,33%). Ces activités se pratiquent au sein même de la concession, elles ne disposent pas d'une sphère personnelle de relations. Elles sont toujours sous le contrôle des hommes ou de la belle-famille. Par ailleurs, les femmes épargnent très peu, seulement 26,1% des femmes déclarent réserver une partie de l'argent pour faire face à d'éventuels problèmes, ce qui reflète assez bien la situation confortable de cette ethnie. Par ailleurs, se sont les femmes de cette ethnie qui cumulent le moins d'activités, elles en pratiquent 2,4 en moyenne contre près de trois pour les autres ethnies. Les ménages sont aisés, de fait, la femme Diankanké n'est pas indispensable à la survie du ménage, contrairement à leurs homologues Baga, Nalou ou Soussou. Toutefois, elles pratiquent la riziculture, activité de subsistance, dont près de 80% est destinée à la consommation par les ménages. En réalité, beaucoup de femmes diakhanké (87%) participent au budget alimentaire de la famille. Loin d'être un paradoxe, ce constat relève de la place de la femme dans les familles diakhanké. Elles sont contraintes le plus souvent possible de vivre dans la sphère domestique. Elles sont surtout valorisées dans leur rôle de mère, de « nourrice ». Les femmes en fin de vie féconde ont moins d'enfants que les autres (5,8 enfants par femmes), ce qui peut s'expliquer en grande partie par la mobilité des maris. Les familles diakhanké sont étendues, 18,3 personnes par ménage. En raison de l'attachement aux valeurs de l'Islam, et de la réputation de leur karamoko, de nombreuses familles accueillent des enfants pour la pratique de l'enseignement coranique, aussi, c'est au sein de cette ethnie que l'on retrouve le plus d'enfant confiés, 1,7 enfant en moyenne. Ainsi, les femmes ont de nombreux enfants à leur charge, ce qui renforce le poids des activités domestiques.

Conclusion : De l'autosubsistance à une économie capitaliste

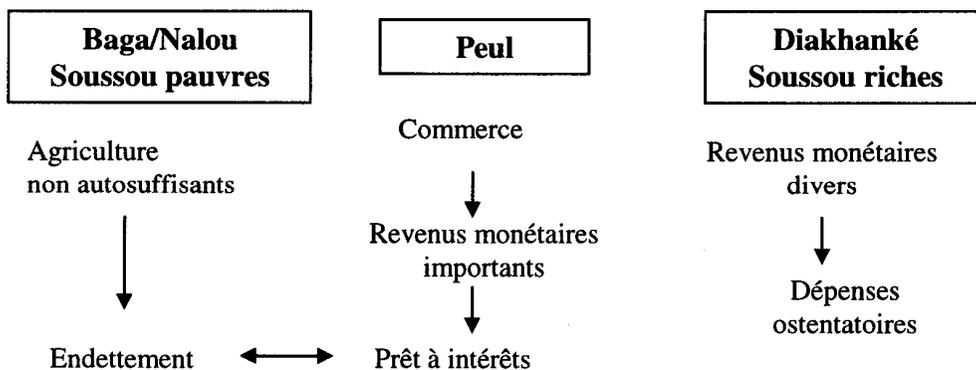
Les groupes ethniques ont une organisation économique qui a été historiquement construite et qui aujourd'hui se focalise sur certaines activités socialement valorisées comme le commerce chez les Peul et la riziculture chez les Baga et les Nalou. Ces niches économiques ethniques ont entraîné ces groupes dans des cercles vicieux d'appauvrissement (Baga, Nalou) ou vertueux d'enrichissement (Diakhanké, Peul). Il est important de replacer l'activité économique des femmes dans ces deux dimensions. Elles s'insèrent à la fois dans la logique

économique ethnique et dans la réponse à la situation économique de leur ethnie (pauvreté ou enrichissement). Notre analyse de l'activité des femmes doit donc être replacée dans la perspective sociologique de l'étude de la pauvreté.

Il ne s'agit pas d'un thème de recherche nouveau, même si plus que jamais il est d'actualité en raison de la crise économique. Dans *Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles* Pierre Bourdieu (1963), afin de comprendre les changements dans les modes de vie des paysans kabyles d'Algérie, s'intéressait à la transmission et aux conditions d'accès à la terre. Il s'attachait à comprendre la mobilité sociale dans une société patriarcale en pleine mutation (naissance d'un salariat par exemple, développement de la mobilité internationale), les conséquences de cette mobilité sur le statut des femmes. Dans la même perspective, Lewis décrit dans *La Vida* l'émergence d'une culture, voire même de sous-cultures de pauvreté, chez des populations déracinées ayant émigré en ville. Ces populations apparaissent comme étant incapables d'anticiper l'avenir, leur rapport au temps est complètement dépendant de leur niveau de vie.

Dans le milieu rural guinéen on peut expliquer cet état de pauvreté par le passage d'une société d'autosubsistance pure à une société à économie de type capitaliste. Cette mutation est le plus souvent brutale et les populations n'y sont pas préparées. Elle entraîne une déstructuration du modèle traditionnel d'organisation économique et sociale sans pour autant apporter des solutions rapidement adoptables par les populations. Un changement dans la structuration économique et sociale nécessite un changement dans les mentalités, les attitudes et enfin les comportements pour être parfaitement intégré. Dans la mesure où les activités des femmes sont soumises aux normes ethniques, elles-mêmes déterminées par la conjonction des contextes géo-écologiques, culturels et sociaux, elles s'inscrivent différemment dans le modèle de modernisation économique. Cela dépend de la manière dont elles utilisent les produits de leur travail. Si on suit une ligne de modernisation qui irait d'une économie d'autosubsistance (production et consommation dans et par le groupe domestique) à une économie capitaliste (production à l'extérieur du groupe, économie monétaire, salariale caractérisée par une épargne importante), on obtient trois groupes différents en fonction de la manière dont les femmes gèrent les ressources liées à leurs activités.

- Le premier groupe (Baga, Nalou et Soussou pauvres) est caractérisé par la production au sein du groupe domestique destinée à la consommation et répondant quasiment entièrement aux besoins alimentaires du groupe. Pourtant il ne s'agit pas d'une économie d'autosubsistance, les femmes de ce groupe pratiquent aussi des activités génératrices de revenus monétaires. Il s'agit le plus souvent de petit commerce qui soit correspond à un système moderne de troc (vente d'un surplus pour acheter ce qui manque), soit répond à un besoin, à une urgence. Ces femmes investissent peu car elles n'en ont pas les moyens. Elles participent à l'ensemble des dépenses de la famille et en particulier aux dépenses d'éducation, même si elles n'ont aucun pouvoir de décision dans ce domaine.
- Le deuxième groupe (Soussou riches et Diakhanké) est caractérisé par une dualité des sources des productions alimentaires. La production agricole sert en partie à la consommation et en partie au commerce. Ces femmes n'investissent pas du tout et participent peu au budget de leur ménage. L'argent issu de leurs activités est utilisé à des fins personnelles, et plus particulièrement à des dépenses ostentatoires.
- Le troisième groupe (Peul) se rapproche le plus d'une logique économique capitaliste. Les femmes n'y ont pratiquement pas d'activité agricole. Leurs revenus sont essentiellement monétaires. Elles utilisent cet argent pour leurs dépenses personnelles, mais aussi pour investir dans de nouvelles activités économiques. Pour cela elles utilisent l'épargne pour développer des activités plus rémunératrices.



Ces trois catégories montrent que l'économie guinéenne est en pleine mutation. Selon les activités socialement valorisées par les ethnies, les femmes vivent différemment cette mutation. Notons enfin, que les données quantitatives ne prennent sens que grâce aux données et observations qualitatives de terrain. L'activité des femmes s'inscrit dans des logiques que la pure quantification ne peut déceler. C'est pourquoi il convient d'étudier ces questions avec une méthodologie interdisciplinaire qui considère l'objet comme un fait « social total » (au sens de Mauss) et qui comprend que la sphère économique est imbriquée dans la sphère socioculturelle ce qui permet d'appréhender à la fois le niveau interindividuel et le village en tant que sphère socio-économique.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTH F., 1995, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, in POUTIGNAT P., STREIFF-FENART J., 1995, *Théorie de l'ethnicité*, PUF, Paris, pp203-249
- BRETON R., 1981, *Les Ethnies*, Que sais-je, PUF, Paris.
- BOSERUP E., 1983, *La femme face au développement économique*, PUF, Paris.
- BOURDIEU P., 1963, *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*, Édition de minuit, Paris.
1970, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de trois études d'ethnologie kabyle*. Édition de minuit, Paris.
1980, *Le sens pratique*, Édition de minuit, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1994, *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique Noire du XIX^e au XX^e*, Édition Desjonquère, Paris.
- CORDELL D.D., GREGORY J.W. (dir), 1987, *African population and capitalism. Historical perspectives*, The university of Winconsin Press, Madison, Wisconsin.
- GOERG O., 1986, *Commerce et colonisation en Guinée 1850-1913*, L'Harmattan, Paris
- GODARD A, PETIT V, 2005, *Exemple d'une démographie compréhensive : analyse des processus de différenciations ethniques dans un contexte de paupérisation en Guinée maritime*, ESTUDIOS, Cordoba (à paraître).

- GOISLARD C., 1996, « Les femmes en quête de droits sur la terre. L'exemple de la zone sahélienne. », in LOCOH T., LABOURIE-RACAPE A., TICHIT C., *Genre et développement. Des pistes à suivre*, Document et manuel du Ceped n°5, CEPED, Paris, pp45-56.
- CUCHE D., 1996, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, Paris.
- GUILLERMOU Y., 1988, « Procès de production et formes de surtravail des femmes dans les sociétés rurales africaines, exemple du Congo », in *Cahiers des sciences humaines*, 24 (4), pp471-485.
- HÉRITIER F., 1996, *Masculin/féminin, La pensée de la différence*. Édition Odile Jacob, Paris.
- LEWIS O., (1969 trad), *La Vida*, Gallimard, Paris.
- LOCOH T., 1996, « Changements des rôles masculins et féminins dans la crise : la révolution silencieuse. », in COUSSY J., VALLIN J., *Crise et population en Afrique*, Études du CEPED n°13, Paris.

Rapports :

- POPINTER, 2002, *Population, pauvreté et environnement en Guinée Maritime*, rapport du séminaire de présentation des premiers résultats de l'étude démographique pilote.
- POPINTER, 2003, *Population, pauvreté et environnement en Guinée Maritime*, rapport du séminaire de présentation des résultats préliminaires.